



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC D'ÉTUDES

Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'opération d'extension et de réhabilitation partielle du collège Le Hérault à Saint-Herblain












Date et heure limites de réception des offres :

Mercredi 13 novembre 2024 à 16:00

Département de Loire-Atlantique

3 Quai Ceineray
CS 94109
44041 NANTES
Tél : 02 40 99 10 00

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'opération d'extension et de réhabilitation partielle du collège Le Hérault à Saint-Herblain
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Délai de validité des offres	120 jours
	Forme de groupement	Groupement conjoint avec mandataire solidaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	27 mois
	Négociation	Avec

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation.....	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
2 - Politique d'achat du Département	4
3 - Engagement du Département en faveur de l'égalité des droits	5
4 - Conditions de la consultation	5
4.1 - Délai de validité des offres	5
4.2 - Forme juridique du groupement	5
4.3 - Variantes	5
4.4 - Développement durable	6
5 - Conditions relatives au contrat.....	6
5.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
5.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	6
6 - Contenu du dossier de consultation	6
7 - Présentation des candidatures et des offres	7
7.1 - Documents à produire.....	7
7.2 - Visites sur site.....	9
8 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	9
8.1 - Transmission électronique	9
8.2 - Transmission sous support papier	10
9 - Examen des candidatures et des offres	10
9.1 - Sélection des candidatures	10
9.2 - Attribution des marchés	11
9.3 - Suite à donner à la consultation	12
10 - Renseignements complémentaires	12
10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	12
10.2 - Procédures de recours.....	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'opération d'extension et de réhabilitation partielle du collège Le Hérault à Saint-Herblain

Le collège Le Hérault à Saint-Herblain accueille aujourd'hui un peu plus de 450 élèves.

Le principe d'extension et de réhabilitation partielle du collège Le Hérault fait suite à l'adoption du schéma directeur départemental de collèges par l'assemblée départementale lors du vote de la DM1/2022 du 28 juin 2022.

L'étude de programmation portera sur l'augmentation du capacitaire de l'établissement à 20 divisions intégrant une salle ULIS, et la modification fonctionnelle de certains espaces dans le bâtiment existant.

De ce fait, les études de programmation et de faisabilité porteront sur l'intégration de nouvelles salles de classe, de blocs sanitaires, d'une salle de réunion, d'un CDI et d'un préau. Par voie de conséquence, la possibilité d'étendre la salle de restauration et de locaux annexes devra également faire l'objet d'études de faisabilité. Les locaux existants (infirmerie et vie scolaire) seront aussi à réorganiser.

Le programmiste devra enfin tenir compte dans sa mission des prescriptions de la réglementation environnementale RE 2020.

Le montant estimé des travaux de 3 620 000 € HT, valeur juillet 2024.

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le présent cahier des clauses administratives particulières.

Lieu(x) d'exécution :

Collège Le Hérault

1 avenue Alain Gerbault

44800 SAINT-HERBLAIN

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2 - Politique d'achat du Département

Avec un volume d'achat de plus de 180 millions d'euros par an, le Département de Loire-Atlantique est un acteur majeur du territoire. La stratégie d'achat du Département se base sur 3 piliers : le développement d'un achat socialement et écologiquement responsable, la promotion d'un achat facile d'accès pour les entreprises et économiquement performant, la garantie d'un achat juridiquement sécurisé. Vous trouverez les principaux engagements du Département sur [cette page](#).

Signataire de la charte Villes et Territoires sans Perturbateurs Endocriniens le 03 juin 2024, le Département souhaite intégrer les enjeux de santé dans sa politique achat. Le candidat devra, autant que faire se peut, intégrer dans sa réflexion, son accompagnement, des préconisations pour l'emploi, l'achat de matériaux sans perturbateurs endocriniens et autres substances nocives.

3 - Engagement du Département en faveur de l'égalité des droits

L'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre les discriminations sont des priorités pour le Département, inscrites dans son projet stratégique. Pour traduire son ambition, il a adopté fin 2017 le plan d'actions « Agir pour l'égalité des droits », dont les objectifs sont transversaux et collectifs.

Le plan est consultable à cette [adresse](#).

Par ce plan, le Département s'est engagé dans une démarche d'exemplarité et a obtenu en février 2021 une double labellisation AFNOR « **égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** » et « **diversité** », et conforte son action dans la **lutte contre les discriminations** et pour **l'égalité entre les femmes et les hommes** dans toutes ses politiques publiques.

Le Département est pleinement conscient du rôle qu'il peut avoir sur ces questions, à la fois en tant qu'acteur majeur des solidarités, mais aussi en tant qu'acteur du monde économique au travers de ses achats et de sa commande publique.

C'est la raison pour laquelle le Département souhaite informer ses fournisseur.se.s de son engagement en matière de promotion de l'égalité des droits.

4 - Conditions de la consultation

4.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

4.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Les candidats se présentent sous la forme d'une équipe pluridisciplinaire dotée des compétences nécessaires à la réalisation des études. Ces compétences attendues, assurées par un ou plusieurs membres du groupement, sont les suivantes

- Programmiste architecte
- Economiste de la construction
- Ingénierie environnementale de la construction

Le mandataire sera le programmiste.

Certaines compétences indiquées peuvent être intégrées dans la structure professionnelle du mandataire et/ ou d'un plusieurs cotraitant(s). Dans l'un ou l'autre cas, elles seront précisées dans la note descriptive qui présente la composition et la capacité de l'équipe. Les compétences seront également démontrées par des références et/ou tout autre moyen équivalent (diplôme, CV, etc.). Le candidat veillera à mettre en cohérence l'ensemble des documents présentant la composition de son équipe.

4.3 - Variantes

Aucune variante à l'initiative du candidat n'est autorisée.

4.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

5 - Conditions relatives au contrat

5.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat est fixée au CCP.

5.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

6 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- 01- Le règlement de la consultation (RC)
- 02- L'acte d'engagement (AE) et son annexe n°1
- 02- Annexe n°2 à l'acte d'engagement - Décomposition du prix global et forfaitaire par phases et par co-traitant (fichier Excel)
- 03- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- 04- Tableau de composition à compléter par le candidat
- 05- Tableau de présentation des références à compléter par le candidat
- 07- Guide commande publique solidaire
- 08- Plaquette Unité Emplois

Plans :

- 09- Plans des existants

Tableaux des surfaces :

- 10- Tableaux des surfaces

Photos :

- 11- Reportage photos

Les annexes techniques suivantes seront communiquées à l'attributaire du marché :

Référentiel construction modernisation collèges (2 documents)

Diagnostic amiante

Diagnostic radon

Diagnostic accessibilité

Rapport de la dernière commission de sécurité

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Chaque candidat pourra télécharger le dossier de consultation sur le site du Département, sans s'identifier. Néanmoins, s'il souhaite être informé des modifications qui pourraient être apportées au dossier de consultation il lui est conseillé de fournir une adresse mail valide et usuelle avant le téléchargement ou lors de son inscription sur le site. Par ailleurs, dans la mesure où cette adresse pourra servir dans le cadre de négociations si elles sont prévues au présent règlement de la consultation et pour lui adresser les courriers de notification dématérialisés, il lui est conseillé donc d'indiquer une adresse mail qu'il consulte régulièrement.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

7 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

7.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

PIECES DE LA CANDIDATURE :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner	Non
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ou procédure équivalente pour les candidats étrangers	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non
Pouvoir habilitant le signataire des pièces de la candidature et/ou du marché à représenter l'entreprise le cas échéant	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des principales prestations effectuées au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire, notamment d'opérations idéalement scindées en différentes phases d'exécution, sur bâtiments en site occupé relevant d'établissements de type ERP. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non
Le candidat, prestataire unique ou en groupement, devra intégrer dans son équipe les compétences suivantes : programmiste architecte, économiste de la construction et ingénierie environnementale de la construction présentée dans le tableau récapitulatif de constitution de l'équipe.	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

NB : Le coffre-fort électronique permet de stocker sur la plateforme les documents qui sont normalement demandés au candidat attributaire du marché. Il permet aussi de déposer tous les documents que le candidat juge utile de mettre à la disposition de l'administration dans le cadre des marchés publics.

Les documents stockés et disponibles sur la plateforme seront directement récupérés par les services du département et ne seront pas demandés

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

PIECE DE L'OFFRE :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et son annexe n°1	Non
Annexe n°2 à l'acte d'engagement : décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) et des temps d'intervention par phases, impérativement présentée selon le cadre fourni.	Non
Une note technique descriptive précisant la composition et la capacité de l'équipe, décrivant également le mode technique opératoire proposé pour la mission et détaillant notamment la cohérence du temps passé sur les différentes étapes	Non
Le tableau de composition de l'équipe	Non
Le tableau des trois références complétées	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

7.2 - Visites sur site

Une visite du site pourra être réalisée par chacun des candidats qui en ferait la demande.

Le Département de Loire-Atlantique retient la date du **mercredi 6 novembre 2024 à 13h30** pour la tenue de cette visite qui aura lieu à l'adresse suivante :

Collège Le Hérault
1 avenue Alain Gerbault
44800 SAINT-HERBLAIN

Le candidat **sollicitera** sa participation à ce rendez-vous sur site préalablement auprès :

- Madame Carine MIDON, conductrice d'opération : 02 40 99 11 38 / 06 47 34 17 34 ou e-mail (Carine.MIDON@loire-atlantique.fr).
- Monsieur Philippe MORIN, chargé d'opération : 02 40 99 03 43 / 06 71 54 95 03 ou e-mail (Philippe.MORIN@loire-atlantique.fr).

8 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

8.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.loire-atlantique.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Par ailleurs, la transmission des plis sur support physique électronique (CD-Rom, clé USB) n'est pas autorisée.

Si vous êtes confronté à une difficulté au moment répondre de façon dématérialisée vous pouvez contacter le service commande publique du département en utilisant l'adresse mail suivante : contactmarchespublics@loire-atlantique.fr.

La capacité du service à vous apporter une réponse le plus rapidement possible est aussi dépendante du délai restant avant l'échéance de remise des offres. Aussi veillez autant que faire se peut à ne pas déposer votre offre au dernier moment et à tester votre poste avant de répondre afin de pouvoir apporter les correctifs nécessaires en amont.

Les questions relatives au dossier de consultation ou à la prestation elle-même doivent être posées via la messagerie sécurisée de la plateforme et seront traitées par les services du département.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Département de Loire-Atlantique
Direction du patrimoine immobilier
Sous-direction des opérations immobilières
Service modernisation du patrimoine bâti
3 quai Ceineray - CS 94109
44041 NANTES Cedex 1

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.
L'ATTRIBUTAIRE DEVRA SIGNER LE MARCHÉ OBLIGATOIREMENT AU FORMAT PADES
(format de signature qui intègre directement le jeton de signature dans le fichier PDF).

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

8.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

9 - Examen des candidatures et des offres

9.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

9.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

En cas de limitation du nombre de candidats admis à négocier, l'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée avant la négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

En cas de négociation avec l'ensemble des candidats toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Valeur technique	70 %
1.1 - Composition et capacité de l'équipe	30 %
1.2 - Document décrivant le mode opératoire	30 %
1.3 - Cohérence du temps passé sur les différentes étapes	20 %
1.4 - Présentation de 3 références uniquement	20 %
2-Prix des prestations	30 %

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /100.

Les critères sont notés sur 100.

Les sous-critères sont notés selon la sous-pondération retenue dans le tableau ci-dessus.

Critère n°1 - Valeur technique

Il fera l'objet d'une appréciation qualitative au regard des éléments exposés dans la note méthodologique présentée par le candidat à l'appui de son offre, faisant apparaître :

- La composition et la capacité de l'équipe à répondre à la présente consultation :
Présentation des CV des membres de l'équipe (diplômes, expériences professionnelles et références).
Présentation du fonctionnement de l'équipe : identification du nom du chef de projet ainsi que celui des autres intervenants éventuels (chargés d'études, assistants...), rôles de chacun dans le déroulement de la mission.
- Un document décrivant le mode technique opératoire retenu :
La proposition d'une méthode d'approche cohérente d'organisation de la mission de programmation par phase, précisant le contenu et les moyens affectés pour chaque élément de mission en prenant en compte le maintien de l'activité de l'établissement
La description des dispositions retenues pour assurer l'exécution et la qualité des prestations sur un site occupé avec maintien de l'activité du collègue
- La cohérence du temps passé sur les différentes étapes :
Le temps passé sera par phase et sera précisé dans la DPGF annexée à la consultation
- Présentation de 3 références uniquement :
Présentation de projets de contexte (enseignement), et/ou d'importance (coût) et/ou de complexité équivalente (réalisation de travaux avec phasages en site occupé ; démarche environnementale et énergétique) indiquant l'année des études, la surface du projet, la nature du bâtiment et le montant de l'opération

La meilleure proposition obtient la note maximale.

Critère n°2 - Montant forfaitaire des honoraires

L'offre la moins-disante obtient la note maximale.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

9.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 3 premiers candidats classés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Le moyen de communication utilisé pendant la négociation est le courrier électronique via la messagerie sécurisée de la plateforme de dématérialisation. Les candidats doivent fournir dans leur offre une adresse courriel valide destinée aux échanges de documents et d'information.

Les candidats non retenus pour les négociations seront notés et classés en fonction de l'analyse avant négociations.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

10 - Renseignements complémentaires

10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.loire-atlantique.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

10.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'Ile Gloriette - BP 24111
44041 NANTES CEDEX 1

Tél : 02 55 10 10 02

Télécopie : 02 55 10 10 03

Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.nantes.tribunal-administratif.fr>

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'Ile Gloriette - BP 24111
44041 NANTES CEDEX 1

Tél : 02 55 10 10 02

Télécopie : 02 55 10 10 03

Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.nantes.tribunal-administratif.fr>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité de règlement amiable

22 Mail Pablo Picasso

44042 Nantes CEDEX 01

Tél : 02 53 46 79 83

Télécopie : 02 53 46 79 79

Courriel : paysdl.ccira@direccte.gouv.fr